

écouter plus longuement les différents points de vue échangés. En devisant avec ces délégués et en écoutant les discours d'ouverture, nous fûmes très intéressés de constater que des gens que je serais tenté de décrire comme des chauvins endurcis, tenaient dans les circonstances actuelles des propos ardemment pacifistes. J'ai pensé alors: Je donnerais gros pour que certains dirigeants syndicalistes américains soient ici et entendent les colonels des diverses armées qui ont fait la guerre se montrer des partisans plus convaincus de la paix mondiale que beaucoup d'entre eux. Le premier ministre (M. Pearson) avait l'intention d'être là pour faire un discours. Malheureusement, il n'a pu s'y rendre pour cause de maladie. Mais le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Teillet) a prononcé un discours en son nom et je dois dire qu'il s'est très bien acquitté de sa tâche et qu'il a été bien accueilli par le public.

J'ai ici le texte du discours. A mon sens, c'était un des meilleurs discours faits à ce sujet depuis longtemps et j'ai écouté chaque mot avec grande attention. Il m'a tellement intéressé que j'ai pris la parole à la Chambre hier, après avoir donné préavis au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin), pour poser deux questions. J'ai pensé qu'il serait très utile d'entendre ce que le secrétaire d'État avait à dire à ce sujet. En posant ces questions, j'ai cité un passage figurant à la page huit du discours du premier ministre et dans lequel il disait:

Pour que l'ONU puisse intervenir effectivement dans tout l'univers tous les États doivent en faire partie.

J'ai demandé ensuite au ministre si, vu cette déclaration, il pourrait dire à la Chambre quelles sont les mesures prises actuellement par le gouvernement pour favoriser la reconnaissance de la Chine continentale et son admission aux Nations Unies. J'avais eu l'intention de poser au ministre—mais on m'a coupé l'herbe sous le pied—une deuxième question relative au même discours excellent. Voici la citation que j'ai faite:

La première mesure concrète dans cette direction serait un cessez-le-feu ou un accord plus officiel dans le cadre d'un plus vaste programme de pourparlers de paix sans conditions préalables.

● (10.00 p.m.)

Après la mise en œuvre du cessez-le-feu et au cours des pourparlers le Vietnam du Nord et les contingents des autres gouvernements pourraient effectuer sous surveillance internationale le retrait progressif d'une partie équivalente de leurs troupes du Vietnam du Sud.

J'avais ensuite l'intention de poser la question suivante au ministre. Peut-il dire à la Chambre, étant donné l'appui du gouvernement à la politique américaine au Vietnam,

[M. Herridge.]

ce que fait présentement le gouvernement pour favoriser l'adoption d'un accord officiel d'armistice prévoyant le retrait de toutes les troupes étrangères du Vietnam du Sud.

Je compte sur une réponse du ministre à ces deux questions intéressantes, suscitées par un discours très intéressant et que j'ai trouvé excellent, et qui a été applaudi par tous les délégués présents. La réunion terminée, plusieurs d'entre eux, représentant des pays de l'Afrique et du Moyen-Orient, m'ont dit être très satisfaits de la teneur du discours et de la façon dont il abordait la situation internationale en ce moment.

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à remercier mon ami d'avoir consenti à ce que cette question soit soulevée ce soir au lieu d'hier soir. La déclaration du premier ministre, citée par le député, est un énoncé de fait sur lequel se fonde l'appui du Canada au principe de l'universalité des Nations Unies.

Nous n'avons cessé d'appuyer ce principe parce que, si l'Organisation des Nations Unies doit être un organe efficace d'opinion internationale, elle doit pouvoir assujettir tous les membres de la communauté internationale aux responsabilités et obligations énoncées dans la charte. Ce principe, nous ne l'appuyons pas seulement en théorie. C'est un objectif que nous avons presque mené à bonne fin.

Le député s'en souviendra, c'est grâce au Canada qu'en 1955 on est sorti de l'impasse qui empêchait un nombre important de pays de devenir membres des Nations Unies. Réaliser l'universalité, comme je l'ai dit à l'Assemblée générale l'automne dernier, demeure notre objectif immuable et nous espérons nous rapprocher de ce but le plus tôt possible.

Dans le cas particulier de la Chine communiste, j'ai dit que le Canada appuyait l'avis du secrétaire général des Nations Unies selon lequel il y va de l'intérêt de la communauté internationale que la Chine communiste soit exposée aux courants et contre-courants de l'opinion internationale, beaucoup plus qu'elle ne l'est actuellement. J'ai reconnu dans le passé que la collaboration de la Chine communiste s'impose si nous voulons résoudre un certain nombre de problèmes du domaine de la paix et de la sécurité internationale et, en dépit des attitudes décevantes adoptées par la Chine communiste sur certaines de ces questions, le gouvernement est toujours de cet avis.

Nous devons reconnaître néanmoins que la participation de la Chine communiste aux